



Journée mondiale de la liberté de la presse - 3 mai 2008

Liberté d'expression, accès et autonomisation

Comme le stipule l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, la liberté d'expression est un droit humain fondamental. Il convient de rappeler ce principe, surtout en cette année qui marque le 60^{ème} anniversaire de la Déclaration. À l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2008, l'UNESCO souhaite examiner comment la liberté des médias et l'accès à l'information s'inscrivent dans l'objectif de développement plus large de l'autonomisation des populations. L'autonomisation est un processus sociopolitique multidimensionnel qui permet aux individus de prendre en main leur destin. Cet objectif ne peut être atteint que par l'accès à une information exacte, fiable et impartiale, reflet du pluralisme d'opinions, et en offrant aux populations les moyens de communiquer verticalement et horizontalement, et donc de participer activement à la vie de la communauté.

Pour devenir une réalité, la liberté d'expression a besoin d'un environnement juridique et réglementaire propice à l'essor d'un secteur des médias pluraliste et ouvert. Ce secteur doit être soutenu par le pouvoir politique et protégé par un État de droit. Il faut que la loi garantisse l'accès à l'information, notamment dans le domaine public. Enfin, les consommateurs de l'information doivent disposer des compétences nécessaires pour analyser de manière critique l'information qu'ils reçoivent et en faire la synthèse afin de s'en servir dans leur vie quotidienne et de responsabiliser les médias.

Tous ces éléments, sans oublier le respect par les professionnels des médias des normes éthiques et professionnelles les plus élevées définies par des praticiens, forment l'infrastructure fondamentale dont la liberté d'expression a besoin pour exister. Dans un tel contexte, les médias ont un rôle de gardien, la société civile établit des relations avec les autorités et les décideurs, l'information circule dans les communautés et entre les communautés.

C'est l'information qui alimente cette locomotive. L'accès à l'information est par conséquent crucial. Les lois sur la liberté de l'information, qui autorisent l'accès à l'information publique, sont essentielles, mais les moyens d'accès à l'information, que ce soit les TIC ou simplement le partage de documents, le sont tout autant.

C'est peut-être quand ils servent tout simplement de miroir à la société que les médias pluralistes et ouverts sont le plus indispensables. Pouvoir se voir tel que l'on est permet de définir les objectifs de la communauté, de redresser la barre quand la société ou ses dirigeants ont rompu leurs liens ou se sont fourvoyés. Ce rôle incombe toujours davantage au secteur des petits médias communautaires. En effet, les médias privés sont

soumis à des impératifs financiers qui leur font oublier ces principes fondamentaux et les poussent à rechercher des créneaux rentables sans se soucier des besoins des populations minoritaires ou marginalisées.

Le présent document se propose d'établir un cadre pour la Journée mondiale de la liberté de la presse 2008, en examinant certains des mécanismes qui permettent d'autonomiser les communautés.

1- La liberté de la presse au service de l'autonomisation

Pour que les citoyens puissent prendre part au débat public et placer les gouvernements et les autres acteurs devant leurs responsabilités – éléments clés de la démocratie participative –, ils doivent avoir accès à des médias libres, pluralistes, indépendants et professionnels. La communication et le dialogue entre les différents membres de la société ne s'établissent pas forcément de manière naturelle, comme on pourrait le croire. Les médias sont un moyen d'accès à l'information et un moteur du dialogue.

A. Nourrir le débat démocratique

Les médias peuvent remplir leur rôle de gardien en informant sur les activités des gouvernements, de la société civile et du secteur privé. Une pluralité d'organes d'information est indispensable, en raison de l'ampleur des sujets à couvrir et pour que les différentes opinions puissent s'exprimer. Les médias permettent aux citoyens d'être informés et de participer à la vie sociale, ce qui aboutit à une véritable autonomisation. Un journalisme exact, fiable et impartial est le meilleur rempart contre l'ignorance et la prise de décision non informée.

B. Une vaste tâche...

Dans tous les domaines de la vie communautaire, les médias jouent un rôle central de véhicule de l'information et potentiellement de catalyseur de l'activisme et du changement. Par exemple, les questions de développement peuvent avoir un effet polarisateur sur la communauté et ouvrir sur un débat traitant tous les aspects : des retombées économiques à l'impact environnemental jusqu'aux questions générales concernant la qualité de vie. Les médias permettent d'instaurer un débat informé et serein qui peut avoir des retombées positives sur tous les acteurs. Dans ces circonstances, les médias garantissent que la parole des membres de la communauté soit prise en compte au même titre que les intérêts financiers des investisseurs dans un projet donné.

Il devient de plus en plus évident que l'engagement envers un journalisme exact, fiable et impartial est un facteur crucial pour garantir la pertinence et la respectabilité des médias au sein de la société ainsi que la capacité de la communauté à remplir son rôle dans une démocratie. En l'absence d'une participation informée des citoyens, la démocratie est vouée à l'échec. Lorsque ceux qui détiennent le pouvoir manipulent les journalistes, les

médias se transforment en instrument de propagande plongeant la société dans l'ignorance, l'indifférence et le désespoir.

C. La liberté de la presse aujourd'hui...

La liberté de la presse n'est toujours pas garantie dans de nombreuses parties du monde. Avec 171 journalistes tués en 2007¹, un chiffre proche du record, et des centaines d'autres menacés, emprisonnés ou torturés, il est aisé de comprendre qu'il reste encore de nombreux problèmes à surmonter. De tels actes sont condamnables parce qu'ils constituent une violation des droits de l'homme, mais également parce qu'ils entravent la bonne gouvernance et la démocratie en empêchant la circulation d'une information exacte et fiable. D'un autre côté, les progrès des TIC offrent aux médias la possibilité de toucher davantage de personnes et de régions du monde, et permettent aux individus d'avoir accès à l'information et d'exprimer leurs opinions. Les TIC rendent possible une diffusion large et rapide de l'information. Elles sont également un outil pour que la transparence et la bonne gouvernance deviennent des réalités concrètes.

2. Le rôle des médias communautaires

De nombreux organes d'information ont pris des mesures pour favoriser la participation de l'audience et sont donc devenus plus accessibles aux populations qu'ils servent. Cependant, c'est dans les médias communautaires que l'accessibilité et le ciblage prennent leur plein sens. À l'heure actuelle, la radio est le média communautaire le plus répandu dans le monde en développement, car les coûts de production et d'accès sont faibles, elle peut couvrir des zones étendues et n'exclut pas les populations analphabètes.

A. Les médias communautaires, des médias investis d'une mission

La radio communautaire se définit plus par sa mission que par la taille ou la localisation. Elle est généralement associée à une démarche populaire et à la volonté de favoriser la libre circulation des idées et opinions. La radio communautaire cherche à éduquer et divertir, à informer et amuser, à créer un grand espace de rassemblement pour permettre aux auditeurs de communiquer entre eux mais aussi d'interpeller les pouvoirs politiques. Il s'agit en général de petites structures gérées par la communauté, qui dépendent de soutiens locaux, parfois sous forme de publicité, mais qui se manifestent plus fréquemment par les dons et le bénévolat. Dans de nombreux cas, les médias communautaires peuvent combler le vide laissé par les grands médias privés, qui sont mus par d'autres impératifs excluant les couches sociales sous-représentées ou marginalisées.

Bien que ce ne soit pas toujours le cas, les médias communautaires peuvent offrir aux femmes et aux jeunes un lieu pour exprimer leurs problèmes et encourager leur participation. L'intégration des femmes reste une question cruciale en matière de développement : les femmes sont généralement exclues des processus décisionnels au

¹ Fédération internationale des journalistes.

sein de leurs propres sociétés, alors qu'elles sont les premières concernées par de nombreux problèmes dans le domaine de la santé et l'éducation. Il convient également d'accorder une plus grande attention à l'intégration des jeunes dans les médias et au développement de l'éducation aux médias de ce public.

Sur le long terme, les médias locaux peuvent dresser un tableau cohérent du développement d'une région et aider la population à définir des objectifs et des projets pour améliorer sa situation. Les médias peuvent contribuer à contextualiser les programmes de développement nationaux dans le cadre communautaire et faire en sorte que les objectifs soient plus proches des réalités de ceux à qui ils s'adressent. Des médias locaux efficaces peuvent également aider les populations à comprendre l'histoire et l'évolution de l'oppression ou la discrimination, et leur apporter une vision leur permettant de faire des choix rationnels pour s'en émanciper. Grâce à l'information, les individus disposent des moyens de participer au processus démocratique et de forger leur avenir au niveau local et national.

B. Le journalisme citoyen

Les journalistes professionnels sont les garants de la bonne réputation du secteur médiatique. Mais ils sont loin d'être les seuls à décrire le monde qui les entoure. Les nouvelles technologies offrent aux citoyens une chance sans précédent d'informer les autres. Dans les situations de crise, les citoyens sont parfois les seuls capables de porter à la connaissance du grand public des violations des droits de l'homme et d'autres exactions de nature criminelle ou environnementale. Le journalisme citoyen peut aussi être un moyen de lutter contre la censure après des manifestations ou des troubles politiques. La décentralisation de l'information réduit l'efficacité de la censure en étendant son champ d'action hors des limites des médias traditionnels.

C. La participation en pratique

Les nouvelles technologies ne font pas seulement évoluer la dynamique des médias en matière de contenu, elles contribuent aussi à créer de nouveaux modes d'interaction entre les médias et leur public. Les blogs, les téléphones portables et d'autres dispositifs en ligne établissent des liens étroits entre les producteurs et les consommateurs de contenu. Ces derniers peuvent réagir en temps réel. Pour la première fois dans l'histoire des médias, en particulier dans les secteurs de marché les mieux développés, le flux d'information en provenance des consommateurs est aussi important que le flux qu'ils reçoivent par le biais des moyens de communication, qu'ils soient nouveaux ou traditionnels. La gestion de ce va-et-vient d'information devient un facteur déterminant pour l'avenir du secteur des médias. Le renforcement des liens entre ces entités crée de nouvelles attentes chez les utilisateurs, qui souhaitent se faire entendre. Encourager la participation est par conséquent vital pour la survie des organes d'information dans un marché concurrentiel, tout en permettant d'établir le dialogue avec le public. Du point de vue du public, la participation permet d'influencer le contenu de manière extrêmement proactive et d'avoir accès à une plate-forme toute prête pour échanger des opinions avec d'autres personnes.

3. L'accès à l'information

L'information peut modifier la vision que nous avons du monde qui nous entoure, de notre place dans le monde et la façon dont nous organisons notre vie pour tirer le meilleur parti de nos ressources locales. La prise de décision factuelle peut transformer radicalement nos perspectives politiques, sociales et économiques. On peut interpréter le droit d'accès à l'information dans le strict cadre juridique de la liberté de l'information émanant d'organismes publics, ou bien dans un sens plus large englobant la circulation de l'information émanant d'autres acteurs. Dans ce dernier cas, il est intrinsèquement lié à la liberté d'expression.

La liberté de l'information, qui favorise la transparence, a des répercussions directes sur la lutte contre la corruption, qui à son tour a un impact tangible en matière de développement. Comme le répétait l'ancien président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, la corruption des gouvernements est le principal obstacle au développement et un secteur des médias indépendant le premier instrument pour combattre la corruption publique.

A. Les fondements de la prise de décision informée

L'information est pouvoir. La liberté de l'information et la liberté d'expression s'opposent à la concentration de l'information entre les mains d'une minorité. Il n'en reste pas moins vrai que toute information est sujette à interprétation. C'est pourquoi le rôle centralisateur d'un secteur des médias pluraliste et ouvert est crucial pour apporter un éclairage sur les différents problèmes.

En ce qui concerne l'autonomisation des citoyens, la liberté de l'information est au cœur d'une démocratie participative. Que l'on songe aux conséquences d'un électorat non informé se rendant aux urnes ; que l'on songe aux conséquences d'une restriction ou d'une manipulation de l'information en temps de crise politique ou de conflit ethnique. La liberté de l'information confère un véritable sentiment d'appartenance au sein de la société et donne par conséquent un sens au concept de citoyenneté.

B. L'accès en pratique

La liberté de l'information n'en garantit pas l'accès. Même si les gouvernements utilisaient l'e-gouvernance pour mettre leur information en ligne et devenaient des modèles de transparence, les populations ne seraient pas plus autonomisées pour autant si elles ne disposent pas des moyens d'accéder à cette information. La connexion à Internet et les ressources informatiques sont devenues des outils indispensables pour garantir un libre accès à l'information. C'est un moyen d'avoir accès aux actualités nationales et internationales ou tout simplement d'offrir une pluralité d'options médiatiques. L'absence de connexion ou d'équipement met en évidence la fracture numérique et le fossé dans l'accès au savoir entre les pays développés et en développement. Mais y

compris au niveau national, des groupes risquent d'être de plus en plus marginalisés s'ils n'ont pas accès à l'information sur Internet.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'accès aux technologies et aux infrastructures, qui manquent encore cruellement dans beaucoup de régions du monde. Quelle peut bien être la signification des concepts de « révolution numérique » ou de « société de l'information » pour 80 % de la population mondiale qui n'a pas accès aux services de télécommunications de base, ou pour les quelque 860 millions de personnes analphabètes, ou encore pour les 2 milliards d'habitants de la planète qui n'ont pas l'électricité ? C'est pourquoi la réduction de la fracture numérique dans tous les domaines est une priorité pleinement justifiée.

Apprendre à utiliser les nouvelles technologies, c'est-à-dire développer la formation à la maîtrise de l'information et l'éducation aux médias, doit être un objectif prioritaire, dans la mesure où ces progrès touchent au domaine de l'accès et du partage de l'information.

Conclusion :

Garantir la liberté des médias dans le monde entier est une priorité. Des médias indépendants, libres et pluralistes sont le pivot de la bonne gouvernance dans les jeunes démocraties comme dans les plus anciennes. Des médias libres sont des garants de la transparence, la responsabilisation et l'État de droit. Ils favorisent la participation au débat public et politique, ils contribuent à lutter contre la pauvreté. Un secteur des médias indépendant tire son pouvoir de la communauté qu'il sert et confère en retour à cette même communauté le pouvoir d'être un partenaire à part entière dans le processus démocratique.

La liberté de l'information et la liberté d'expression sont les principes fondateurs d'un débat ouvert et informé. Les nouvelles technologies vont continuer à évoluer et permettre aux citoyens de participer à la construction de leur environnement médiatique et d'accéder à une pluralité de sources. L'association de l'accès à l'information et de la participation des citoyens aux médias ne peut que contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance et l'autonomisation.